



COLLOQUE

Mercredi 18 mars 2015
9h > 17h
PARLEMENT BRUXELLOIS
ENTRÉE GRATUITE

La jeunesse bruxelloise
au cœur du débat

MODÉRATRICE
Valérie Leclercq
Journaliste à Télé Bruxelles



Actes

La jeunesse bruxelloise au cœur du débat

Colloque - 18 mars 2015 - Parlement bruxellois



Accueil

par **Julie de Groot**

Présidente du parlement francophone bruxellois

Il est important de ne pas véhiculer le message défaitiste sur les jeunes.

Comment les jeunes se sentent-ils aujourd'hui ?

Une enquête de la RTBF, Le Soir et Solidaris montre que 6 jeunes sur 10 sont pessimistes par rapport à leur avenir et par rapport à la société et 7% se disent optimistes par rapport à l'évolution de la société.

2 affirmations :

1. « Les jeunes sont en perte de repères, d'identité, de cadre »

Est-ce qu'il y a une perte de repères objectifs : l'école, l'information, le cadre... ?

Au contraire, il y a une surabondance d'informations, de règles, de cadres. **Plus que les jeunes, est-ce que ce n'est pas la société qui est en perte d'identité, de repères ?** Les jeunes sentent une perte de cohérence générale par rapport à la mutation de la société de la part des adultes et ils y répondent par des mots et par des actes qui sont aussi parfois violents. Responsabilité partagée. C'est ensemble qu'on doit faire face aux bouleversements dans la société.

2. « Les jeunes sont individualistes »

L'enquête montre que 83% des 18-30 ans estiment qu'ils devront se débrouiller seuls pour trouver un travail. 1 jeune sur 4 se sent seul et dit « je n'ai pas vraiment d'amis ».

Manquent-ils de projets collectifs, de solidarité ?

C'est fabuleux ce que les jeunes arrivent à faire, il y a une vraie solidarité y compris politique au sens large du terme : jeunes qui descendent dans la rue en Europe (en Grèce, en Espagne) ou dans des pays en guerre. Ces jeunes ont le désir de porter quelque chose de collectif.

On dit « la jeunesse est l'âge du possible », c'est vrai mais il faut rendre le possible possible. **Il faut garder cette violence des jeunes de vouloir faire quelque chose, de vouloir se bouger, partager ce projet collectif.**

|

|

Ouverture
par **Fatiha El Ikdimi**
Présidente d'Atout Projet

Au titre de Présidente de l'asbl Atout Projet, associée à mes collègues échevins, j'ai le privilège et le plaisir d'ouvrir cette journée de colloque dans l'hémicycle qui nous accueille.

C'est dans les locaux du parlement bruxellois que se discutent les aspects législatifs de notre région. Mais la démocratie dépasse le cadre strictement législatif et j'adresse ici mes vifs remerciements à Madame Julie De Groote, Présidente du Parlement francophone bruxellois, qui nous offre les services et les installations parlementaires pour accueillir notre colloque. Nous savons qu'en dehors du travail parlementaire, vous souhaitez ardemment que cet hémicycle soit régulièrement le lieu de présentation de sujets d'actualités ou sociétaux. Aujourd'hui vous nous offrez l'opportunité d'y présenter différentes facettes des problématiques que rencontrent les jeunes de notre région et cette jeunesse, et de loi, ne représente pas une minorité.

Ne me demandez pas « qu'entendez-vous par jeunesse ? ».

Je n'y répondrai pas tant sont multiples les approches et donc les réponses possibles.

Je dirais que **la jeunesse ne se définit pas mais elle se vit**. Le temps de la jeunesse est un temps de **passage obligé** pour tous et **essentiel dans la construction de la personnalité de chacun**. Ce passage obligé marque l'individu d'une **empreinte** profonde. Il y fera souvent allusion : « Dans mon enfance », « Quand j'étais plus jeune », « Je voudrais encore avoir 20 ans ». S'y ajoutent d'autres paramètres aléatoires mais essentiels : les non-choix de ses parents, du lieu géographique de sa naissance (qui détermine l'empreinte culturelle) et de l'environnement socio-économique (qui influence la qualité de bien-être de notre enfance). **Il n'y a pas deux jeunes qui ont le même vécu ou ressenti**.

« Que pouvons-nous dès lors faire ? ». Les autorités publiques sont conscientes de l'importance de cette guidance nécessaire à l'épanouissement de nos jeunes, et les activités (para)scolaires en sont le socle.

C'est à l'occasion de l'Année Internationale de la Jeunesse en 1985 et à l'initiative d'échevins de la Jeunesse de quelques communes de Bruxelles-Capitale qu'une réflexion s'est engagée quant à la nécessité de créer une structure s'insérant et proposant au niveau communal une meilleure adéquation de leur politique de la jeunesse en milieu urbain déjà marqué par des quartiers défavorisés. La **Conférence des échevins de la jeunesse est devenue « Atout Projet » en 1994**. Volonté d'apporter aux jeunes de 6 à 18 ans un encadrement stimulant par l'intermédiaire d'animateurs et d'éducateurs et une écoute (engager un dialogue avec les jeunes). Les expériences de terrain montrent que ces politiques locales à l'adresse des jeunes portent leurs fruits et la multiplication ainsi que la diversité des initiatives souvent suggérées par les groupes cibles eux-mêmes en sont des indicateurs fiables. Initiative encourageante. **Il s'établit une collaboration de plus en plus large entre échevins de la jeunesse en vue d'induire une politique concertée axée sur la jeunesse**. Environ 2/3 des communes participent et collaborent aux choix établis et l'on peut espérer que d'autres communes rejoindront l'association. Les défis auxquels nous souhaitons répondre évoluent et se multiplient et des synergies entre communes partenaires en matière de politique de la jeunesse s'imposeront.

C'est aussi pour **répondre au mieux aux attentes de la jeunesse d'aujourd'hui** que, entre échevins de la jeunesse de différentes communes regroupés au sein de notre asbl, nous avons choisi d'organiser ce colloque.

Deux parties complémentaires : exposés d'actualité présentés par des personnalités reconnues dans leur domaine (+débat) et ateliers aux menus riches en sujets d'échanges.

Modératrice de cette journée : Valérie Leclercq, journaliste à Télé Bruxelles.

Intervenants

|

|

En 1988, j'ai été engagé par la Conférence des échevins comme animateur de rue. L'associatif était particulièrement développé mais il y avait une tendance des associations dans les différents quartiers à se renfermer sur elles-mêmes, à ne gérer qu'une population contrôlable et finalement à s'éloigner d'une nouvelle jeunesse. Peu d'associations sortaient de leurs murs pour aller rencontrer les jeunes et les familles dans leur milieu de vie, c'est bien ça l'enjeu de la Conférence des échevins.

Quel regard je porte sur la jeunesse depuis 30 ans de terrain ?

Je considère que **notre société maltraite les jeunes, il y a un apartheid « jeune »**.

Les jeunes, comme il y a 27 ans, sont soumis de manière permanente à des petites et grandes expériences de **discriminations, stigmatisations au quotidien**.

A l'école : s'il ne correspond pas au modèle, s'il ne rentre pas dans les cases, il est envoyé vers le technique ou du technique au professionnel.

A l'emploi : dans les quartiers défavorisés, le taux de chômage est énorme malgré les initiatives. Ce n'est pas pour rien que la Commission européenne se penche sur les NEETs ('not in employment, education or training'), tous les jeunes qui ne sont ni dans un emploi, ni dans des stages, ni dans des processus de formation. Préoccupation : de plus en plus de jeunes se retrouvent largués, abandonnés, on ne s'en occupe plus.

Le gros problème de ces discriminations et de cette stigmatisation constante c'est que le jeune est soumis à une **dévalorisation de ses caractéristiques, a tendance à intérioriser le stigmate**. Plutôt que dire « on me considère comme un délinquant, un moins que rien à l'école, je vais prouver le contraire », les jeunes ont tendance à intérioriser « on attend de moi que je sois délinquant, je renvoie un message qui va dans ce sens-là ». Il préfère avoir la place qu'on lui donne que pas de place du tout, **mieux vaut être reconnu comme délinquant que de ne plus faire partie du collectif, de la société**.

Quel est mon regard sur les dispositifs mis en place ?

C'est pour le meilleur et pour le pire.

En mai 1991, ça a chauffé à Forest de manière à la fois légitime et complètement désorganisée. Il y avait des raisons objectives pour que les kets et leurs familles pètent les plombs. Les réactions politiques qui ont suivi ont été dans tous les sens.

Le **dispositif « cohabitation/intégration »** : on a pu créer des **espaces de paroles**, des activités qui ont permis à des gens qui ne se seraient jamais rencontrés de se retrouver et de construire des choses.

C'est devenu le **dispositif de cohésion sociale** mais je regrette qu'on ai quitté cette approche généraliste, cette ouverture pour créer des espaces de paroles, pour des **choses plus technocratiques** : des Ecoles de devoirs, c'est important mais il n'y a pas qu'au travers des EDD qu'on va pouvoir se parler.

Le **contrat de quartier**, c'est génial de **concilier l'aménagement du territoire et le social**. A Ixelles, ce fut une expérience extraordinaire avec Rachid Madrane, maintenant Ministre, qui était sur le terrain.

Les **contrats de sécurité** : les 1ères moutures étaient trash, c'était **de l'observation et de la dissuasion dans les quartiers**. On met des gens sur le terrain mais pour quoi faire ? Viser l'intérêt du jeune ? de la collectivité ? ou trouver une parade au sentiment d'insécurité ? Le sentiment d'insécurité ce n'est pas spécialement les jeunes, c'est tout un ensemble.

Recommandations :

1. Trouver une certaine cohérence entre ces différents dispositifs et se poser la question fondamentale : A qui va profiter le dispositif ? Quel est le sens ?
2. Viser des dispositifs en se méfiant de l'approche plus technocratique, permettre aux gens de se parler, se parler sincèrement, essayer de trouver la personne au-delà de son

comportement. Faire confiance aux potentialités, aux identités réelles, c'est gagner le pari de l'accompagnement.

Valérie Leclercq-synthèse

Société d'apartheid « jeunes », largués, expérience du quotidien intériorisée.
B. Devos, témoin privilégié.

Tous les jeunes sont en proie à de grandes questions autour de l'efficacité de la démocratie représentative. C'est important de le dire ici. Nous-mêmes le sommes aussi et nous n'avons, nous adultes, aucune alternative à leur proposer.

Une **démocratie participative**, on en parle beaucoup, on en est encore loin et c'est un sujet à aborder rapidement.

Que faire pour redonner de l'optimisme à nos enfants, les jeunes avec qui vous travaillez ?

Concept d'alliance éducative. C'est autour de cette alliance éducative qu'il y a eu le moins d'évolution au cours de ces 30 dernières années, et pourtant c'est impératif. Une **alliance éducative entre toutes les personnes et institutions formelles ou informelles qui entourent le jeune: la famille, l'école, le tiers-milieu : associations, projets particuliers, lieux de rencontres et d'accueil, groupes ou bandes de jeunes.**

Portrait de toutes ces institutions aujourd'hui :

La famille. Une grande évolution dans la société c'est internet, grande révolution dans nos vies mais la vraie révolution pour moi, c'est l'évolution des familles.

Avant le modèle classique était papa-maman-2 enfants, aujourd'hui c'est aussi des familles recomposées, pluri-mono-parentales, même jusque dans la manière de faire des enfants les choses ont changé : on peut louer un ventre pour avoir un enfant dont la filiation et dont l'accès au secret des origines sont loin d'être assurés.

Cela a des **répercussions incroyables sur l'évolution des familles en terme d'exercice de l'autorité, de participation des enfants.**

Une enquête de l'observatoire de l'enfance, de la jeunesse et d'aide à la jeunesse révélait qu'en terme de participation, les enfants sont tout à fait à l'aise dans leur famille alors qu'à l'école, la 2^{ème} institution, non.

L'école aujourd'hui est une **institution à l'arrêt, c'est une école du 19^{ème} siècle.**

Le principe d'éducabilité, d'égalité des acquis est loin d'être garanti.

On n'attend pas, dans les milieux précaires, le secondaire pour être réellement discriminé et mis sur une voie de garage. Je pense à l'enseignement fondamental où on voit une myriade de gamins qui n'ont aucun handicap qui se trouvent massivement inscrits dans l'enseignement spécialisé parce qu'ils ont un retard pédagogique, retard culturel lié à leur milieu d'origine qui devraient être compensés par l'enseignement ordinaire. Par facilité peut-être, mais surtout parce qu'on a la conviction que l'enseignement ordinaire va broyer ces enfants, on les envoie dans l'enseignement spécialisé en disant qu'ils y auront peut-être un enseignement plus personnalisé. C'est oublier que très peu d'enfants du spécialisé réussissent le CEB.

Cette école est à côté de ses pompes, à côté de son siècle, elle doit **intégrer les nouvelles technologies**, intégrer le fait qu'**aujourd'hui les connaissances, ce n'est plus simplement l'enseignant qui peut le donner.** Avec internet et les nouveaux moyens de communication on n'acquiert pas des savoirs, on acquiert des connaissances, des informations dont l'accumulation pose problème aujourd'hui, doit être distillée, percolée. Là, le rôle des enseignants doit changer.

Et l'école n'est toujours pas gratuite.

Le dialogue entre famille et école est une catastrophe. Pour les parents qui n'ont pas l'habitude scolaire, ont eu une expérience scolaire difficile, rentrer en relation éducative, constructive avec l'école est une galère.

C'est terrible que le discours des écoles sur les familles est exactement en miroir du discours des familles sur l'école, « c'est pas ma faute, c'est votre faute ».

Les gamins sont dans un système éducatif donné la journée et un autre système éducatif complètement différent le soir et s'adapter est extrêmement compliqué.

Les associations, le tiers-milieu. J'ai des critiques sur les **politiques sécuritaires** qui ne sont pas adéquates selon moi. Après les événements de Forest, certains politiques considéraient qu'il fallait quelque chose de plus structuré, de plus dur, qu'il fallait viser un public particulier. **Là où on aurait dû rassembler, travailler sur le vivre ensemble, on a stigmatisé et on a ciblé.** C'est alors qu'est apparue cette politique de la jeunesse discriminatoire, dont on paie les pots cassés. On a considéré que certains jeunes étaient encore éduquables et que d'autres non, surtout dans les quartiers populaires et que, pour eux, il fallait inventer un ersatz d'éducation qui est celui qui fait les contrats de sécurité.

Les associations ont été mises en concurrence, superposées dans les quartiers, il n'y a plus de visibilité, beaucoup d'acteurs différents.

Si on veut redonner l'optimisme aux jeunes, c'est au prix d'une véritable alliance éducative. Il faut la créer, les politiques ne nous aide pas non plus, Madame la Présidente.

Si on veut vraiment une politique égalitaire pour les enfants il faut déterminer des lignes de conduite générales au sein des Communautés. Je rappelle que les politiques enfance et jeunesse sont du ressort exclusif des Communautés.

J'apprécie, et j'ai été un des premiers à bénéficier de l'apport d'Atout Projet quand j'étais responsable de Samarcande, que d'autres acteurs : fédéraux, régionaux, communaux veulent contribuer aux politiques de la jeunesse. On aurait tout intérêt à faire en sorte que quelqu'un et pour moi, le seul légitime, c'est **les Communautés**, les textes, définissent la manière dont on va travailler et faire en sorte que chaque acteur contribue à une ligne claire. Au moment en plus, où il faut faire des économies, on aurait tout intérêt à « rationaliser » les choses et dans l'intérêt des jeunes, **être plus clair sur ce qu'on veut pour les jeunes et avec eux.**

Retrouver l'enthousiasme chez les jeunes passe par des structures de holdings dans le sens de rassembler, tenir debout, en vie. **On a beaucoup de questions à se poser sur la manière dont on tient nos jeunes en vie et debout.**

Valérie Leclercq-synthèse

Alliance éducative avec la famille, l'école, le tiers-milieu, vous les associations

Importance de politiques égalitaires, non pas sécuritaires

Travailler avec les jeunes

Émeutes à Forest dans les années 90, radicalisation, départs en Syrie.

Je suis anthropologue, je travaille sur l' « ici et maintenant » c'est de l'anthropologie sociale, sur les gens de mon pays, qui m'entourent, la population belge et, vu l'interculturalité et l'immigration, le Magreb et l'Afrique centrale. Je travaille sur la famille et la **construction de la différence**.

Jeunes en perte de **repères**, ça a été souligné, qui leur donne les repères ?

Ce n'est pas eux qui perdent leurs repères. Des adultes disent « il ne faut plus mettre de limites, laisser les enfants s'épanouir, il y a eu trop de contraintes ». C'est oublier qu'un jeune n'est pas un adulte, il n'est pas armé. On doit non pas lui faire un chemin avec des murs mais **lui permettre de monter les marches de n'importe quelle échelle**. Il y a une banalisation dans la manière dont on peut donner ou supprimer les codes. Partir du principe qu'il n'y a plus de **rites d'initiation**, ce n'est pas vrai, il y a des différences dans les rites d'initiation.

On dit qu'ils ne sont plus **solidaires**. On les voit les uns avec les autres, refaire des groupes, avoir des clans. Les jeunes ne sont pas individualistes. Ils se soutiennent.

Aujourd'hui, il y a une **régression dans la mixité sexuée**. Le modèle devient mars et vénus. Le pire modèle est celui qui sépare les genres alors que nous vivons ensemble, nous sommes nés sur la même terre et avons besoin les uns et les autres.

Les jeunes entendent parler de tout ça et sont au milieu de tout ça.

Il y a une multiplication des repères, ce n'est pas qu'ils n'ont pas de repères.

Comment savoir quels sont les repères qui vont leur permettre de devenir adulte ? Mais que veut dire « adulte » ? Que veut dire « jeune » ? On ne peut pas parler de jeunes de 12 ans comme on parle de jeunes de 25 ans. De qui veut-on parler ? Et à qui veut-on rendre de l'optimisme ? On ne va pas coacher un jeune de 13 ans de la même manière qu'un jeune de 21 ans. Ils n'ont pas les mêmes envies, les mêmes responsabilités, le même développement.

« Les jeunes sont en perte d'identité ».

Même chose, **ce n'est pas une perte d'identité, c'est une multiplication souvent séduisante de possibles**.

Où vont-ils trouver les personnes qui vont les aider à mettre les bonnes pièces du puzzle au bon endroit ? La bonne pièce n'étant pas la morale, il existe des morales, il n'y a pas qu'une éthique universelle.

Les médias servent tout et rien aux jeunes.

Internet lui permet d'avoir n'importe quelle information sur n'importe quoi. Bonne ou mauvaise, désinformation, information ridicule, forum, échanges d'idées. Il ne sait pas lui-même laquelle est la bonne. Renforcé par le fait que le pouvoir des médias est tellement grand que pour beaucoup de jeunes, si ça passe à la télévision ou sur internet, c'est vrai, c'est ça la vérité. **Internet c'est le pire et le meilleur**, ça aide, mais ça explose complètement dans les mains de tout le monde et ça permet d'être au courant de tas de choses. **Multiplication des possibles, des idées d'identité et des repères**.

Comment se construire une identité avec tout ça ?

Ça explique la **radicalisation de certaines personnes**, certains systèmes de l'immigration. La liberté chez nous peut être liberticide. Radicalisation de groupes ou de parents venant de l'immigration. Ils n'ont plus le regard sur la Belgique (ou la France) comme étant l'eden mais comme ce qu'il ne faut surtout pas que leurs enfants fassent.

3^{ème}, 4^{ème} génération rentrent volontairement dans une radicalisation de ce qu'ils supposent être la culture d'origine de leurs parents (ce n'est pas la culture dans laquelle leurs parents ont été plongés) pour essayer de (re)trouver des repères, une identité qu'ils n'ont pas/ne trouvent pas/n'arrivent pas à fixer, ou pire, **la place qu'on ne leur donne pas**.

On l'a dit, être reconnu délinquant, c'est exister. **Ne pas être reconnu, c'est ne pas exister**. Cette place, ça peut être les autres qui l'indiquent, qui obligent ou bien qui empêchent qu'on ait accès à une autre place. Exemple : le racisme à l'école venant des professeurs, des parents, des animateurs, des enfants.

On parle de **prostitution de filles et de garçons**. On dit qu'il faut supprimer la prostitution, mais d'un autre côté, on supprime le chômage. Comment veut-on que les gens vivent ?

Avant de reprocher à certains jeunes de se prostituer pour pouvoir faire des études, faire manger leur famille et dire « on va pénaliser car ce n'est pas bien », il faudrait **leur proposer quelque chose qui leur permette de vivre**.

La crise multiplie la **petite délinquance** aussi bien chez les parents que chez les jeunes pour pouvoir vivre. Voler du jambon parce qu'on a faim et qu'on n'a pas d'autres possibles, ça se trouve chez nous aujourd'hui.

Il y a 30 ans, l'exposition était limitée aux endroits fréquentés. Aujourd'hui, par les réseaux sociaux, c'est l'**exposition à tout le monde**. N'importe quel jeune est livré à n'importe qui. Si quelqu'un veut faire du mal, on va pêcher des photos, les trafiquer et tout le monde se mêle de faire des commentaires.

Réseaux sociaux et amitié. **Perte du concept d' « amitié »** : avoir 1200 « amis ». **Qu'est-ce qu'ils recherchent et comment leur expliquer qui se cache derrière l'autre ?**

Cela amène à l'hyper-sexualisation, exposition de n'importe quelle photo qui se retrouve sur le mur d'un autre. Qui leur dit la différence entre « je poste les photos des dernières folies que j'ai faites » et le fait que ces photos peuvent servir à tout le monde et n'importe qui ?

Il faut gérer les médias. C'est l'**exposition à la fragilité dans laquelle ils tombent** qui est oubliée parce qu'on ne sait pas **comment en parler**.

Même problème qu'avec la **sexualité**, si on part du principe qu' « il ne faut pas en parler trop tôt car c'est les plonger dedans ». C'est quoi « trop tôt » quand on se retrouve avec des grossesses précoces à 13 ans ?

Chaque année on fait un test en 1^{ère} supérieure de connaissance sur la contraception : pour ces jeunes, le **2^{ème} moyen contraceptif est l'avortement**, alors que c'est une méthode invasive. Il y a désinformation.

Violence et sexualité :

Dans les cours de sexologie, **il faut parler aussi des sentiments, de l'amour, du droit d'attendre**. Ça devient banal pour un jeune, que la sexualité c'est le sado-masochisme. Le dimanche après-midi dans « Les experts » il n'y a que de la violence sexuelle. Les jeunes sont baignés là-dedans. Comment et où peuvent-ils savoir que ce n'est pas ça la sexualité ? Aujourd'hui un bébé dans la rue a des affiches à hauteur des yeux qui lui montrent des morceaux d'hommes et de femmes dénudés. Il faut que le discours des adultes s'adapte et travailler à partir de ça. **Rétablir le droit des jeunes au blé en herbe**.

Les jeunes sont-ils au courant de ce qu'est dans nos pays la liberté et l'égalité ?

On demande à des jeunes de 16-18 ans de donner les 5 **femmes modèles de réussite** : les 2 premières places sont données à **Nabila et Zahia** par la majorité des filles.

Nous avons lutté pour l'égalité, le modèle de la réussite. Celle qui obtient fait ce qu'elle veut. Qui a l'égalité ? C'est Zahia et Nabila.

Ça fait peur. Il y a de quoi se dire qu'on a laissé passer quelque chose.

Depuis Zahia, il y a l'**attrait des joueurs de foot chez les filles de 14-25 ans** qui veulent devenir célèbres (pas se marier mais poser avec et faire circuler la photo).

Se faire faire un enfant métis, c'est la couleur de bébé à la mode pour l'instant. Des joueurs noirs sont sollicités uniquement pour ça par des filles de 15, 17 ans.
A quoi sert ce bébé ? En quoi, avec ce bébé, un beau jouet, les choses vont être meilleures ?

Qu'est-ce que c'est « jeune » ?

Il y a un mépris, un rejet de la vieillesse par la société qui pousse au « jeunisme », à la productivité. Comment les jeunes peuvent s'y retrouver ?

Les jeunes c'est quoi ? Une multiplicité de personnes différentes qui ont comme certitude le fait d'être né dans autre chose, d'être entouré d'autres choses que ce que nous pédagogues, animateurs ... avons. **Dès la naissance, revoir la façon dont ils grandissent, leur donner la parole et l'aide qui leur permet de créer leur propre cheminement avec les armes que nous leur aurons données.**

Valérie Leclercq-synthèse

Multiplication des repères, médias, internet, réseaux sociaux, radicalisation, sexualité des jeunes, la façon dont on leur parle.

Ada Basan, coordinatrice internationale de l'association « Quartiers du monde » pour parler de la méthode participative parce que les jeunes ont envie de s'exprimer.

|

|

C'est un honneur de passer après des collègues qui travaillent avec les jeunes, qui cohabitent, partagent avec eux, avec elles, des actions.

Quartiers du monde est une organisation de solidarité internationale créée il y a une dizaine d'années avec l'intention d'animer un réseau sud/sud/nord de jeunes filles et de jeunes garçons habitantes/habitants de quartiers populaires, qui puisse travailler sur/pour la participation des jeunes dans leur quartier et ville.

Sud/sud/nord : Amérique latine : Bolivie, Colombie, Brésil ; Afrique de l'ouest : Bamako, Dakar ; Afrique du nord : Salé au Maroc ; Paris 20^{ème}, Barcelone et actions ponctuelles à Forest.

Sud/sud/nord pourquoi ?

Les quartiers populaires ont beaucoup de choses en commun, beaucoup de convergences, beaucoup de questions communes comme le manque d'opportunités, la stigmatisation des quartiers. On a trouvé important de créer un dialogue très large entre jeunes filles et garçons, pairs, des différents quartiers du monde. Notre rôle étant de faciliter la traduction, la discussion, le dialogue.

2 fondements de Quartiers du monde :

1. La **participation**. Méthodes participatives issues de l'éducation populaire, la cartographie sociale pour aller regarder nos territoires, les espaces systémiques, un mouvement dans lequel les jeunes filles et garçons s'inscrivent en tant qu'acteur-e-s de leur territoire, acteur-e-s de transformation. Cette méthodologie leur permet de sentir le territoire comme un espace de relation dans lequel ils/elles grandissent, construisent leur émotion, leur appartenance, leur identité multiple et commencent à lire ces multiples repères dont a parlé notre collègue.
2. L'**égalité** entre femmes et hommes. Négocier les différentes intersectionnalités des rapports de pouvoir des catégories sociales. Tous types de pouvoirs et jeux de pouvoirs qui peuvent se jouer dans les espaces, groupes d'amis, territoires, micro-territoires, associations.

A partir de ces 2 fondements, nous avons travaillé et construit avec les jeunes ces méthodologies, des jeux et des outils pour faciliter l'expression des jeunes.

Dans la **recherche-action-participative** à Forest, les jeunes sont majoritairement des garçons. Grande difficulté à travailler avec les filles. Quelques filles nous ont servis d'éclairage pour la réflexion.

Mêmes frustrations, même manque d'opportunités, d'écoute mais les jeunes ont les outils participatifs pour réfléchir, discuter, se questionner, questionner les adultes, les hommes et les femmes, les politiques, les associations, les animateurs/animateuses.

Les jeunes se positionnent dans ce qu'on attend d'eux peut-être parce qu'ils n'ont pas la lecture pour se positionner autrement, parce qu'ils n'ont pas les outils. « Ils attendent ça de moi », « Est-ce que j'attends ça de moi ? », « Où sont mes rêves ? », « Où sont mes possibles ? ». Avec l'écoute et les pistes qu'on lui donne, un(e) jeune garçon ou fille comprend et commence à lire le système social de domination économique et politique dans lequel il/elle vit. **Cette capacité d'analyser et de lire le monde nous rend acteur-e-s de notre situation.**

Dans cette recherche action avec un processus participatif sud/nord, on est en train de travailler sur une vidéo-recherche, une vidéo correspondance qui fait le lien entre Paris 20^{ème} et Salé où les jeunes se disent entre eux, parlent sur ce qu'ils veulent.

1^{er} thème choisi par les jeunes à Paris 20^{ème} : la **relation entre filles et garçons**.

Qu'est-ce que c'est être jeune fille, jeune garçon dans mon quartier ?

Un petit groupe à Salé a regardé la vidéo et a commencé à se questionner. Cette vidéo est arrivée à Forest, un petit groupe va aussi la regarder et préparer leur réponse.

Voilà des formes de communication et de réflexion entre jeunes.

Notre rôle de facilitateur est de mettre à disposition les outils, de leur apprendre ensemble à écouter, décrypter, favoriser le questionnement, utiliser le réseau, l'autre comme un miroir dans lequel je me questionne moi-même.

Tout ça sera rassemblé dans un forum international de jeunes des quartiers populaires au Maroc à Salé le dernier week-end d'octobre avec les jeunes de Forest et d'ailleurs. On montrera la vidéo participative et d'autres outils. Vous êtes tous invités. Jeunes et adultes aussi car votre parole d'adulte est importante pour valoriser, valider la parole des jeunes, faire en sorte qu'elle existe.

Valérie Leclercq-synthèse

On retiendra : participation, égalité entre les jeunes, comprendre son système social, sociétal pour pouvoir s'impliquer et se positionner. Avec les exemples concrets dont on parlera peut-être en détail avec la salle.

Je vais essayer de vous donner un regard sur l'associatif bruxellois et plus spécifiquement par le prisme des Maisons de Jeunes en région de Bruxelles-Capitale sans négliger ce qui peut être initié par les communes, les organisations de jeunesse, les services d'AMO, les EDD, les centres d'informations pour jeunes et toute autre initiative que vous connaissez, proche de vos quartiers.

1. Que sont les MJ ?

Aujourd'hui la région de Bruxelles-Capitale compte 26 MJ sous le contrôle du Cabinet de la Ministre de la Jeunesse, reconnues et subventionnées, réparties sur 18 communes. Près de 350 équivalents temps-plein dans le secteur des MJ en Communauté française pour une centaine de travailleurs en région de Bruxelles-Capitale. Sur 147 MJ en Communauté française, il y a 18% de MJ en région Bruxelles-Capitale pour 25% de la population francophone.

2. Que fait-on dans ces MJ ?

Les MJ s'inscrivent dans les quartiers, proches des gens, des familles, de la réalité des jeunes. Le travail se fait essentiellement avec des jeunes de 12 à 26 ans et aussi, de façon très importante dans des milieux urbains comme Bruxelles, avec des plus jeunes de 6 à 12 ans. Les MJ sont essentiellement ancrées en milieu populaire dans des quartiers vivant par une multi-culturalité et une diversité qui caractérisent la région de Bruxelles-Capitale.

Les associations sont fondées sur un accueil libre. Elles font partie des dernières structures où un jeune peut rentrer sans qu'on lui demande sa carte d'identité, son diplôme, sa réussite scolaire. De façon caricaturale, il rentre, on lui dit « Bonjour », il y trouve une table de ping-pong ou un kicker et ça débouche, selon son intérêt, sur la participation, sur des projets, des activités très diversifiées. Théâtre, musique, sport, EDD, bibliothèques, ateliers créatifs, ludothèques et toutes autres activités multiformes dépendant des moyens dont les associations disposent et des aspirations des jeunes. Ces aspirations, d'un quartier à l'autre, d'un groupe à l'autre, ne sont heureusement pas les mêmes et donc pas formatées. C'est à ces projets multiformes que les MJ tentent de répondre avec un projet essentiel qui est celui des CRACS : Citoyens Responsables Actifs Critiques et Solidaires. CRACS, contrairement à un certain nombre de visions de la jeunesse au sein de la société, considère les jeunes comme des atouts et non comme des problèmes.

3. Quelles sont leurs réalités ? Quelles sont leurs difficultés en région de Bruxelles-Capitale ?

Les MJ, c'est 45 ans de pratique depuis les 1ers arrêtés de 1971. Elles sont confrontées, ainsi que l'associatif bruxellois dans son ensemble, à un certain nombre d'enjeux institutionnels plus spécifiquement en région de Bruxelles-Capitale. On y retrouve la place de la Communauté française pour ce qui est de l'ordre de l'agrément, la place de la Cocof sur un certain nombre d'initiatives comme la Jeunesse, le Sport, la Cohésion sociale, la place de la Région en terme de politique d'emploi (ACS).

Aspirations : que des choses se développent pour apporter des réponses aux jeunes sur des perspectives d'avenir professionnel, pour établir des **collaborations intercommunales multi-formes, non standardisées, en concordance avec les diversités politiques, institutionnelles, historiques des communes.**

En région de Bruxelles-Capitale aujourd'hui il y a la Cocof, la Communauté française, les communes. Qui fait quoi ? Où est-ce qu'on est ? **Comment trouve-t-on notre place en tant qu'acteur associatif et comment les jeunes peuvent avoir une représentation claire de qui sont leurs interlocuteurs éventuels ?** C'est un vrai défi.

Défis et complexités du développement des actions associatives.

Est-ce qu'aujourd'hui un jeune a encore la possibilité de développer un projet associatif ou un projet jeune en région de Bruxelles-Capitale ?

C'est probablement devenu beaucoup plus compliqué qu'il y a une dizaine, une trentaine d'années.

Sur la **forme** : le secteur s'est professionnalisé. Beaucoup de structures fonctionnent avec des intervenants rémunérés, des cadres de travail, des conventions collectives. La place pour des initiatives plus basées sur le volontariat est plus complexe.

Les sources de financement. Quand je cite les pouvoirs subsidants, je ne vous cite pas le nombre de dossiers qu'il faut rentrer pour espérer être en équilibre budgétaire en fin d'année. C'est devenu un enjeu de maîtrise de la technicité des cadres réglementaires. On peut s'interroger sur la capacité que nous donnons à nos jeunes et à nos acteurs qui travaillent avec les jeunes d'être en maîtrise de ces complexités institutionnelles et réglementaires.

Sur le **fond** :

1. La critique du droit aux loisirs

Aujourd'hui tout doit être rentable. Si vous avez un projet, il faut s'inscrire dans un résultat, montrer que vous savez tout faire avant d'avoir fait le projet. On prend souvent la caricature du projet pour lequel on demande un soutien mais qui est déjà fait. C'est la meilleure façon d'être sûr qu'il soit réalisé puis qu'il est déjà fait. Derrière cette boutade, il y a une vraie question :

Comment valoriser un vrai droit au loisir par rapport à des enfants et adolescents dont la préoccupation première dans la société (même si en tant qu'adulte et parent on peut se réjouir qu'il puisse réussir sa scolarité, trouver un boulot, s'épanouir dans un monde d'adultes) est de « vivre ensemble » avec leurs pairs, dans une logique où les loisirs font partie intégrante de leur capacité à grandir ?

2. **Manque de lieux structurés pour la jeunesse bruxelloise et associative**

Il y a un projet qui s'appelle « Het Werkt ! Ça Marche ! » en collaboration avec la communauté néerlandophone, un projet qui porte les germes d'un enjeu de **participation de la jeunesse**. Pas facile à mettre en place, la réalité bicommunautaire de Bruxelles rend cet enjeu particulièrement complexe.

3. Disparition du **droit à l'échec**

Dire que vous n'avez pas réussi l'activité pour laquelle vous avez reçu un subside, ce n'est plus possible. Difficulté de pouvoir exprimer les choses quand elles ont été mal vécues, d'autant plus que la préoccupation seconde est : est-ce que j'aurai encore des sous l'année prochaine en regard du « mauvais » boulot de cette année ?

4. **Manque d'articulation entre les politiques de jeunesse** au point de vue de la Communauté française, de la Cocof, des communes et de la région de Bruxelles-Capitale. Difficultés à articuler ce corps institutionnel qui a grandi trop vite et à lui donner une lisibilité. Essayez avec quelqu'un de l'international de lui expliquer comment on fonctionne en Belgique, c'est d'une complexité pas possible. Faites le même exercice avec un jeune ou un adulte, un parent dans les quartiers.

CQFD : la contrainte des 3 D

- D1 : La difficulté pour les associations et structures à rester dans les cadres existants (liés à des modifications des priorités politiques ou des cadres réglementaires) et à faire face à la technicité des cadres.

- D2 : La difficulté à rentrer dans les cadres existants. Si vous n'êtes pas déjà un peu dans cette technicité, c'est plus complexe. La charge administrative est importante. Les enjeux d'infrastructures, du droit à l'échec ou de la confiance dans les jeunes se marquent fortement.
- D3 : La difficulté d'articuler les enjeux de la jeunesse en région Bruxelles-Capitale : enfance, jeunesse, aide à la jeunesse, emploi, enseignement.

Ça pourrait se résumer à, ce qu'on citait régulièrement il y a quelques années, la **stratégie de la lasagne** : savoir où on est quand on veut développer un projet avec les jeunes. Même chose pour les jeunes qui se posent la question de savoir où ils sont dans la société, dans quelle tranche de lasagne on va les caser. Les interlocuteurs pour X ne sont pas les mêmes interlocuteurs pour Y et en plus, ils ne se parlent pas.

Conclusion : **la place des jeunes en région Bruxelles-Capitale**

Dans les années 95, c'était la fin du déclin de la décroissance de la population en région de Bruxelles-Capitale. Les médias et les acteurs politiques s'en sont fortement préoccupés à la fin des années 2010 en abordant la question de la politique de l'enfance et de l'accueil de l'enfance. Ces enfants auront dans les 10 prochaines années, l'âge d'être des adolescents ou des jeunes adultes qui fréquenteront nos structures et qui se trouveront relativement démunis face à l'absence de politique de la jeunesse.

Les jeunes sont de plus en plus une préoccupation ou un enjeu -j'ai envie de le formuler plus positivement- de notre société pour les années à venir.

Face à cela, il me semble qu'il faut **renforcer un enjeu de politique de jeunesse** entre la région de Bruxelles-Capitale, la Cocof, les échevins de la jeunesse et le Ministre de la Jeunesse, **et l'articuler avec d'autres enjeux qui peuvent concerner les jeunes notamment en matière de logement, d'emploi ou de cohésion sociale.**

Aujourd'hui, je profite de l'occasion pour féliciter Atout Projet de poser le débat et j'associe à cette démarche les acteurs de la jeunesse et plus spécifiquement les MJ qui sont à votre disposition pour contribuer au développement de cette politique et à travailler ensemble à, ce que Bernard Devos a appelé, une alliance éducative.

|

|

B. Devos : 100 travailleurs dans les MJ financées notamment par la Région Bruxelles-Capitale pour les enfants et les jeunes. Le premier responsable : les Communautés. **Il faudrait au moins 10x plus de travailleurs.** Sur un emploi qu'on crée en région bruxelloise, on en crée 4 ou 5 dans d'autres dispositifs.

Suggestion : **plateformes de concertations intersectorielles locales qui permettent à tous les acteurs de travailler ensemble et de se mettre d'accord sur une philosophie.**

Les contrats de prévention ont adapté le code de déontologie de l'aide à la Jeunesse. C'est une modalité de travail, ce n'est pas une finalité. Il faut **se mettre d'accord sur les objectifs, les finalités.** Ça ne suffit pas de dire que parce que les travailleurs sociaux respectent le code de déontologie de l'aide à la jeunesse on doit travailler avec eux. Les finalités ne sont pas les mêmes. C'est ça que je regrette. Je n'ai aucune critique quant aux personnes qui travaillent dans ce type de contrat. J'ai des critiques énormes par rapport à ceux qui les ont créés, ceux qui les prolongent sans concertation avec les autres acteurs. **Les moyens sont disproportionnés.**

Même chose pour l'école. Je dénonce des transports scolaires mal organisés, que des enfants lourdement handicapés passent 2-3 h dans le ramassage scolaire. On en parle dans les médias et le lendemain je reçois des mails de remerciements d'accompagnateurs, de chauffeurs. Le système scolaire est incroyablement mal foutu malgré des enseignants de qualité. On est les champions toutes catégories sur les différentiels entre nos bons élèves et nos cancrés. **Le système de relégation est organisé.** Il faut avoir une **vraie réforme.**

Tant qu'on ne dira pas « on veut un **tronc commun** qui permet à tous les enfants d'avoir un avenir équivalent », on n'y arrivera pas. Les écoles professionnelles doivent se réformer et faire un tronc commun avec les autres formes d'enseignement.

V. Leclercq : Idée d'un prochain débat avec les acteurs de l'école, ça pourrait être intéressant.

Questions dans l'assemblée :

- Bonjour, je viens d'Ixelles, j'ai 21 ans, je m'appelle Mohamed Boudouani. C'est la première fois que je viens au Parlement bruxellois écouter le débat, c'est très intéressant.

Je voudrais parler à B. Devos. Au niveau enseignement, je suis d'accord, il y a des profs qui ne veulent pas voir l'élève réussir ou avancer. « Le général n'est pas pour toi ». L'étudiant n'a pas de solution, il se dirige vers le professionnel ou le technique alors que parfois il est motivé. L'être humain a des qualités et des défauts et quand on veut on peut. Toujours se poser la question : **si l'autre réussit, pourquoi pas moi ?** L'élève doit y arriver sans tenir compte de ce qu'a dit le professeur. C'est pourquoi certains professeurs se font insulter, critiquer. **Tout le monde veut décrocher un diplôme, de nos jours c'est important.**

Je regarde l'actualité sur Télé-Bruxelles avec mes parents et, autre chose que je ne trouve pas normal, est qu'on pousse les jeunes au bizutage. Chacun est libre de faire son choix mais quand on rentre à l'université c'est pour être quelqu'un de bien, fille ou garçon.

Peut-on arrêter le bizutage ? je pose la question à Chris Paulis.

V. Leclercq : On aura bien compris votre réflexion : **tirer les jeunes vers le haut à l'école, à l'université.**

B. Devos : Tirer les jeunes vers le haut c'est la **responsabilité des comités scolaires, des enseignants, des éducateurs, des directions d'école mais aussi une responsabilité politique** de mettre ces acteurs en condition. Aujourd'hui dans toute une série de témoignages de terrain, ce que je vois, ce que j'entends, par les dossiers annuels que je traite, ce n'est pas la réalité, il n'y a **pas de volonté politique de mettre en place des conditions de travail décentes pour tirer les enfants vers le haut.**

C. Paulis : Il y a une **discrimination double, triple**. J'ai l'impression qu'il y a un recul en Belgique où on est bien mais **je dois toujours (sur)prouver mes compétences car je n'ai pas la même couleur de peau**. Quand j'ai été nommée, la grosse réflexion du conseil était : est-ce qu'on va nommer une africaine en philo-lettre ?

Bizutage : respect et non-respect des jeunes. La loi ne va pas le supprimer mais **on demande qu'il y ait un contrôle et une éthique**. Il y a, selon les facultés, des traditions de bizutage qui sont des passages obligés. La personne a le droit de dire non mais il faut avoir la force. Quand tu entres en 1^{ère} tu es nouveau, tu es jeune. Dans certaines fac, si les prof participent, les élèves qui n'ont pas passé leur bizutage auront des problèmes pour être informés comme les autres. Il y a une amélioration suite à des gros accidents mais les arrêter, non, parce que ça fait partie des rites d'initiation des hautes écoles.

V. Leclercq : Et peut-être que certains s'y retrouvent, d'autres pas. Il faut garder une liberté de choix.

- Philippe Raes, médiateur en milieu scolaire. Je travaille dans des écoles de Bruxelles qui accueillent des jeunes de la 3^{ème} à la 6^{ème} professionnelle, des jeunes qui ont des parcours chaotiques. Ecoles qui récupèrent ceux dont plus personne ne veut.

Comment se fait-il qu'on n'a plus d'émeute ?

Ça fait 35 ans que je travaille à Bruxelles et c'est toujours la même chose. Ça n'a pas changé. Sur le terrain, c'est toujours **relégation, discrimination et c'est même pire qu'il y a 35 ans et les mesures que certains pouvoirs prennent tendent à privilégier la peur, le sécuritaire** et pire, les travailleurs sociaux sont soumis à des doubles contraintes, on leur demande en douce, contrairement au décret, de donner des infos aux services de contrôle. Il y a une **pression sur le terrain** et une **inquiétude**. La violence est aussi chez les travailleurs, les gens de terrain.

Il est mis en place un dispositif de proximité en travaillant avec les jeunes qui n'ont pas de capital social, économique, peu de capital culturel, des jeunes qui sont hors circuit, ils n'ont pas de relais à part des gens sur le terrain. Nécessité d'une cohérence.

Pourquoi les jeunes ne se révoltent-ils pas ? Peut-être sont-ils en dépression ? se réfugient-ils dans le cannabis ? Ils traînent. Certains plus actifs décident d'aller en Syrie. Ça fait 3-4 ans qu'on se pose la question entre personnes de terrain : pourquoi ça ne pète pas ?

V. Leclercq : Question intéressante, à Edwin de Boevé qui avez ce regard sur les émeutes des années 90. Aujourd'hui, sommes-nous dans le même contexte ou similaire ?

E. de Boevé : Je n'ai pas de réponse toute faite. **On aurait tort, entre travailleurs, médiateurs, entre toutes personnes qui assument des responsabilités face à la jeunesse de se scinder et mettre des barrières là où il n'y en a pas.**

Le réseau international des travailleurs de rue que j'ai le plaisir de diriger réunit des travailleurs de rue dans 50 pays. Vous avez des travailleurs de rue qui sont liés aux politiques de ville, de proximité avec des travailleurs qui sont plutôt dans le secteur d'aide à la jeunesse ou de la jeunesse et toutes ces personnes travaillent ensemble.

Les contrats de prévention et de proximité ont évolué un peu plus favorablement, que par exemple en France avec les mêmes dispositifs, parce qu'il y a eu un combat, une mobilisation aussi des acteurs de terrain, aidés par le secteur médical, le secteur de l'aide à la jeunesse sur une question fondamentale : quel sens on donne au mot prévention ?

Si la prévention, c'est prévenir et lutter contre les comportements déviants, c'est une façon de faire des éducateurs de rue. Tu dis aux kets : « Je suis là pour faire attention à ce que tu ne déconnes pas trop, tu ne déranges pas trop ». C'est tout à fait différent que d'avoir un cadre de travail qui vous dit « Tu vas sur le terrain pour viser l'intérêt du jeune » et que **le gros défi c'est de construire avec les jeunes les outils qui vont leur permettre de reprendre du pouvoir sur leur propre scénario de vie.**

Je considère que **la société reste hyper-apartheid mais je vois quand même l'évolution des jeunes eux-mêmes**. Ma grande fierté, c'est de voir des kets sur le terrain qui, aujourd'hui, sont président de mon association, qui sont mes patrons.

Il y a une belle formule de Bernard Devos disant : « **Il ne faut pas prendre les jeunes au mot, il faut les prendre au sérieux** ». Ils veulent être pris au sérieux. Je remarque que parallèlement à une évolution de la société, qui est de plus en plus apartheid, je le confirme, il y a quand même une prise de maturité.

Les kets ne sont pas si dupe que ça, **ils se construisent une stratégie, une parade à tout ce qui les discrimine, à tout ce qui les stigmatise**, ça mériterait d'être étudié.

Je partage le point de vue d'Olivier qui dit que lancer des projets collectifs de quartier c'est plus difficile qu'avant, je le sens dans mon travail quotidien.

V. Leclercq : Par rapport à la **pression du politique dont feraient l'objet les travailleurs de rue pour « surveiller » les jeunes dans les quartiers**, c'est une réalité ?

E. de Boevé : **C'est une réalité**. Les travailleurs membres de la plate-forme des travailleurs de rue francophone en fédération WB, « Traces de rue » (j'invite d'ailleurs tous les travailleurs de rue à se mettre en contact avec eux), en discutent : « ma réalité, c'est qu'on m'a demandé des infos que je n'ai pas envie de donner ». On applique le cadre du code de déontologie de l'Aide à la Jeunesse. Si vous allez à l'encontre de ce code de déontologie, vous pouvez être appelé et d'une manière ou d'une autre être sanctionné. Quel recours vous pouvez avoir si vous êtes interpellé par votre pouvoir organisateur, votre employeur qui vous dit : « dans ce quartier, ça commence à chauffer, les habitants viennent me voir, dis-moi un peu ce qui s'y passe et essaie de régler le truc. » ? Il y a une **pression sur la liberté d'agir, d'aider le jeune à prendre pouvoir sur son scénario de vie**.

O. Leblanc : Je me reconnais dans votre intervention. Depuis quelques années, on est dans une politique de casserole à pression, c'est-à-dire qu'on a **les moyens de vivre, éventuellement de survivre et avec ça, on doit canaliser l'énergie positive des jeunes**, c'est notre approche. Je ne suis pas sûr que le regard de la société ne soit pas essentiellement qu'on empêche que les jeunes transforment cette énergie positive en énergie négative. Il ne faut pas être dupe avec les acteurs associatifs, ils ne sont pas dupes non plus. Il y a deux facettes à notre travail. Par rapport aux injustices que vivent les jeunes, plus que jamais aujourd'hui, pas moins que dans les années 90, ils n'ont de raison de s'insurger mais ça se fait différemment. J'espère que c'est en partie le **fruit du travail que certains acteurs dans le monde scolaire, l'associatif peuvent produire**, j'ai la naïveté de croire que c'est à ça que nous contribuons aussi.

M. Boudouani : Dans l'emploi, il y a beaucoup de discriminations. Exemple, quand des personnes se présentent avec des origines différentes, entre Aïcha et Franck, c'est Franck qu'on prend. On ne donne pas la chance à tout le monde. Chez Actiris, on apprend à faire un bon cv et une motivation en or, ça ne suffit pas. Si vous êtes motivé, si tout le monde met la main à la pâte, on est onze millions en Belgique, on peut arriver, créer des associations pour **créer plus d'emplois**. C'est ça que j'ai envie de faire **pour que les jeunes puissent travailler, se nourrir, avoir de l'argent pour vivre**. Des gens qui ne travaillent pas sont parfois désespérés, en dépression, il faut alors prendre le mal en patience.

V. Leclercq : On sent un message d'espoir chez vous mais effectivement sur cette discrimination à l'embauche, qui veut réagir ?

C. Paulis : Oui, elle existe, il y a **double discrimination** : Aïcha et Franck, Aïcha est une **filles** et à l'intérieur, une discrimination qui est le **délit de sale gueule**. Je dis à mes étudiants de ne jamais mettre de photo sur le cv mais en même temps, le service de l'université qui les aident à faire des cv leur dit de mettre une photo. Ils n'ont pas encore intégré cette idée alors qu'on est des tas de profs à travailler sur le genre et la discrimination interculturelle. Tel qu'on en a parlé, **il faut plus d'accords entre les différents acteurs**, qu'on puisse communiquer les problèmes et les appliquer ensemble. Aujourd'hui, il faut qu'on avance.

V. Leclercq : Ada Basan, par rapport à votre travail de participation des jeunes à Forest, ce sont des éléments qui ressortaient de leurs souhaits dans la façon de s'impliquer dans leur quartier ?

A. Basan : Oui, par rapport à la frustration de ne pas avoir un bout de chemin qui puisse s'ouvrir et l'impossibilité de construire ce bout de chemin de façon plus sûre. L'insécurité, le sécuritaire, on peut se demander **de quelle sécurité on parle ? La sécurité à l'emploi ? la sécurité d'être non-discriminé ?**

V. Leclercq : Pour faire rebondir le débat, y a-t-il une autre piste de réflexion ?

- Nathalie David : Merci pour les interventions de tout le monde, c'est fort intéressant. Je me disais qu'il est **difficile de dissocier le discours des jeunes, leur situation, leur avenir, de la situation socio-économique à Bruxelles**. L'enquête du Soir parue il y a 2 jours soulignait que la situation ne s'est pas améliorée en 20 ans. Ce n'est pas très réjouissant de voir la situation socio-économique moyenne et les inégalités s'accroître. On est obligé de faire le lien entre les jeunes, les problèmes de société généraux, le changement de la famille, la situation économique, la pauvreté. Les revenus, les moyens économiques des familles vont avoir un impact sur le jeune et la façon dont il va être éduqué. Je reviens sur la dispersion des pouvoirs publics qui rend la visibilité difficile. Je suis responsable d'un SJ et on a besoin de repères, mieux comprendre, mieux suivre, quels sont les indicateurs qui nous permettraient de savoir la situation des jeunes, avoir des statistiques, de quels jeunes on parle, on parle de situations difficiles qu'est-ce que ça représente : 10, 20, 30, 40% des jeunes bruxellois, peut-on mesurer l'évolution dans le temps des politiques ? **Quels sont les moyens et peut-on chiffrer les moyens mis en place par les pouvoirs publics dans une ville comme Bruxelles à disposition de la politique de la jeunesse ?** Quels sont les moyens physiques, financiers, les lieux et **comparer avec d'autres villes ?**

V. Leclercq : Les outils qui seraient nécessaires.

E. de Boevé : C'est une question importante. Je regardais mon contrat de travail de l'époque, mon salaire était de 14.000FB brut =350€. Nos salaires (indexés) ont évolué au regard du prix du panier de la ménagère. Le Parlement fédéral est occupé à décider pour l'instant un **saut d'index**. On va déconnecter l'augmentation du coût de la vie par rapport aux salaires et aux allocations. On est occupé à organiser dans la plupart des sociétés, au niveau européen, les **conditions structurelles de la pauvreté**. On va avoir une population avec de moins en moins de moyens, dont **les ressources n'évolueront pas au regard de l'augmentation du coût de la vie**. Il y a vraiment quelque chose de particulièrement inquiétant. Les dernières **mesures prises concernant l'exclusion des jeunes aux droits aux allocations**. Imaginez le **coût social** que va représenter ce nombre croissant de jeunes qui vont se retrouver à la sortie des études, qui ne vont pas trouver spécialement un emploi, se retrouver dans leur famille, les tensions que ça va créer. **Dans l'aide à la jeunesse, on va avoir du boulot**. Ce qui est à chiffrer aujourd'hui, c'est tous les efforts faits pour augmenter la pauvreté. C'est catastrophique. S'il y a un **message à renvoyer de la région bruxelloise, du Parlement bruxellois vers le fédéral**, c'est : **vous imaginez les conséquences de ces décisions ?**

B. Devos : La pauvreté et les conséquences sur les jeunes et les familles, c'est un sujet qui m'inquiète depuis le début de mon mandat. Et, au terme de la Convention internationale, on est enfant jusque 18 ans. Certains pays arrivent à limiter sensiblement les conséquences de la pauvreté sur les enfants en organisant mieux **l'accueil de la petite enfance**. Ils font en sorte que 100% des enfants soient accueillis en crèche. En communauté française on n'est même pas à 33%, ce qui est en-dessous du minimal fixé par l'Union européenne. Certaines entités ont une couverture de 50-55% alors que d'autres moins privilégiés sont en-dessous de 20%, c'est franchement honteux. Il faut organiser une **école égalitaire**, organiser mieux **l'accès aux loisirs, aux sports, sans passer par des dispositifs sociaux**. Beaucoup de

jeunes font du sport via une association parce qu'il n'y a pas de place dans un club de sport de qualité. Pour un Kompany qui réussit, beaucoup de jeunes issus de l'immigration végètent dans des agoraspace alors qu'ils devraient être tirés vers le haut.

Il faut bien rappeler que la pauvreté infantile est causée par les conditions socio-économiques des parents mais c'est aussi **l'investissement des états, des pouvoirs en Belgique** et on a à s'inspirer des bons exemples à l'étranger, notamment au niveau européen, qui pourraient nous indiquer la voie à suivre.

- Bonjour, Omar Azam de la Maison de quartier St-Antoine à Forest. Je suis responsable des animations ados. Je voudrais parler des primos-arrivants. J'ai un groupe de 20 ados dont une 10ne de primo-arrivants qui vient d'arriver d'Espagne. J'ai eu un débat avec eux hier, la question qu'ils posent est « **Quand va-t-on arrêter de nous appeler primo-arrivants et à partir de quand on ne l'est plus ?** ».

C. Paulis : C'est un débat qui revient tout le temps parce que c'est un **concept politiquement, scientifiquement et culturellement facile à utiliser**. On ne parle pas de belge, on va dire 2^{ème}, 3^{ème}, 4^{ème} génération. Il y a toujours le tampon qui est là. Exemple : une recherche qui travaille sur les italiens de la 5^{ème} génération. Ce ne sont plus des italiens, ce sont des belges. Etude qui ne sert à rien, qui discrimine. **On continue à traiter les gens différemment même s'ils font partie d'un groupe. On doit être dans des systèmes qui sont homogènes, qui fonctionnent ensemble.**

O. Azam : Le malaise se situe dans le fossé entre eux-mêmes. Il y a un groupe de primo-arrivants et il y a un autre groupe.

C. Paulis : Je suis d'accord avec vous. On hiérarchise. Il y a les primo-arrivants qui ont la chance d'arriver à l'école en septembre et puis on a des primo-arrivants qui arrivent en cours d'année. Ceux-là sont les primo-arrivants à problèmes, même au sein de ce groupe-là on fait des différences.

- Isabelle Decaminada, Atout Projet. J'ai plusieurs interrogations tant au niveau scolaire qu'extra-scolaire. Je me pose la question de **l'évaluation du décret mixité sociale**.

En le vivant à travers l'expérience de ma fille qui vient d'entrer en secondaire, j'ai l'impression que « L'école pour tous », ce décret, n'est vraiment pas efficace. On se retrouve d'un côté avec des écoles élitistes et il y a toujours un choix d'élèves sur base des résultats scolaires et, de l'autre côté, des écoles avec des moyens mis pour aider les élèves en difficultés. Il y a un choix par rapport à des valeurs de société fait par les parents. On a 2 catégories malgré le décret mixité scolaire. J'ai l'impression qu'il n'y a pas vraiment d'avancée et pas d'évaluation.

Au niveau de l'école, c'est un lieu de souffrance. On a organisé un séminaire à Atout Projet sur les 8 types d'intelligences selon Garner. L'école s'adresse à une seule de ces intelligences, donc **quid de tous les enfants qui ont d'autres intelligences que la logico-mathématique.**

J'ai aussi une grosse interrogation sur internet. Cela a été évoqué, je trouve qu'il y a un grand danger, on a parlé de repères et d'étalons : Zahia et Nabila. Je trouve qu'il y a une **société très sexualisée** et qu'**internet, les jeunes le prennent pour argent comptant**. Ils n'ont aucun filtre, hors, ce n'est pas du journalisme où les sources sont vérifiées. Il y a vraiment un accompagnement à avoir tant au niveau scolaire, qu'extra-scolaire. A Atout Projet on travaille sur l'extra-scolaire, le « **vivre ensemble** », ça fait des années qu'on y travaille. On a ouvert des portes à certains enfants et ados et j'espère qu'on va encore avoir les moyens de continuer dans cette voie-là. Au niveau des acteurs sociaux, il y a parfois beaucoup d'énergie perdue dans des querelles de clocher. Il faudrait **se mettre tous autour de la table**. Des journées comme aujourd'hui sont très importantes car le bénéficiaire, c'est le jeune.

V. Leclercq : On va essayer de répondre à ces interrogations-là : à Bernard Devos, le décret mixité, il n'a pas résolu ?

B. Devos : Je considère qu'il y a plus d'enfants bien inscrits qu'avant le décret. **L'évaluation a été infaisable et trop faible et je réclame qu'on s'y intéresse un peu plus.** Je pense que beaucoup d'acteurs s'accordent sur le fait que ce décret aurait plus de cohérence s'il venait plus tôt, à la limite, dès la maternelle, puisque beaucoup d'enfants ne trouvent pas de place en maternelle. Quand on fera l'évaluation, il faudra prendre en considération, par exemple, le **taux d'exclusion incroyablement élevé dans le 1^{er} degré** qui indique que certains enfants qui auraient été acceptés par la porte sont évacués très rapidement par la fenêtre. C'est effectivement un vrai problème.

Faire en sorte que les écoles ne soient pas des lieux de souffrance, c'est incroyable d'entendre ça et pourtant c'est la vérité. Il faut aujourd'hui **s'engager résolument dans un tronc commun polytechnique depuis la maternelle jusqu'au moins 15-16 ans**, c'est-à-dire des matières intellectuelles, c'est une forme d'intelligence, des matières manuelles, professionnelles, techniques, technologiques, culturelles, artistiques qui font en sorte que des choix ne doivent pas se faire pour des **orientations scolaires beaucoup trop tôt et on aura peut-être la possibilité d'avoir une école juste et qui permet à des enfants de ne pas être en souffrance.**

Et pour terminer sur internet et l'hyper-sexualisation, c'est un vrai souci. Internet apporte un lot d'informations, éventuellement de connaissances, mais il faut aider les jeunes et transformer cette accumulation d'infos en de véritables savoirs. Si vous prenez un sujet qui fait tourner internet et qui nous permet d'envoyer et d'avoir des mails gratuits, c'est le sexe. Si on tape « grosses fesses » dans google, on tombe sur des pratiques sexuelles. Exemple évocateur : je discutais avec un éducateur en IPPJ dans une section fermée où il y avait à l'époque une section dévolue à des jeunes qui avaient commis des infractions à caractère sexuel, pas des déviants sexuels (là tous les mots sont importants). Il disait qu'avec certains jeunes de 13 ans, il faut expliquer que l'éjaculation faciale n'est pas une pratique quotidienne et pas complètement banale. Sur internet, c'est ce qu'ils voient. A 14 ans, si vous n'avez pas quelqu'un qui vous initie à la sexualité de manière un peu cohérente et un peu explicite, le jeune peut tout à fait imaginer que c'est comme sur internet que ça se pratique. On a un travail énorme à faire. **La généralisation des cours d'éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle (EVRAS) dans les écoles est un grand pas en avant, ça n'existe pas encore dans toutes les formes d'enseignement aujourd'hui, c'est encore un souci, mais c'est une vraie préoccupation à avoir.** Pour les questions d'accès à la sexualité, ou la compréhension de la sexualité, on réalise qu'internet, ce n'est pas suffisant et que **les écoles doivent intégrer les nouvelles technologies et internet dans leur façon d'apprendre.** Sans doute que l'enseignant n'est plus le dispensateur des informations et des connaissances, c'est celui qui doit **faciliter la transition entre l'accumulation des connaissances et les savoirs d'où découlent les compétences.**

Rappel des points essentiels abordés ce matin
par **Valérie Leclercq**

- la **multiplicité des repères** chez les jeunes qui ont parfois du mal à se retrouver
- les jeunes qui devraient peut-être se rebeller dans le contexte actuel, qui sont maltraités. On est dans le **même contexte que dans les années 90** qui avait donné lieu à ces émeutes. Se conscientiser par rapport au contexte actuel
- on a parlé sécurité, **sécuritaire**, il y a une nuance à apporter
- la **stigmatisation**, les stigmates qui sont **intériorisés** par les jeunes
- la **pauvreté** à Bruxelles, point essentiel
- **l'école** a été beaucoup visée, ciblée avec des manquements manifestement indéniables mais aussi avec un travail de terrain qui existe.

Synthèse des ateliers

|

|

Comment m'impliquer activement dans la vie de ma commune ? Y a-t-il réellement une place pour moi ?

Quelle place pour les jeunes dans les communes ? Politique de la jeunesse, la priorité sur les jeunes.

- **Lien entre les jeunes et les politiques.** Il existe **les conseils consultatifs de la Jeunesse**. C'est déjà bien mais il faudrait plus, c'est-à-dire des conseils plus représentatifs de tous les jeunes de la commune. Exemple de Molenbeek : 17.000 jeunes dans la commune, ils ne peuvent pas être tous représentés au sein du conseil. Mais quand il y a une demande qui émane du Conseil jeunesse, le Collège doit y répondre même s'il n'est pas toujours d'accord avec ce qui s'est dit. C'est peut-être une piste à suivre et pourquoi pas généraliser dans d'autres communes. Les jeunes demandent aussi que ces conseils jeunesse dans les différentes communes puissent **travailler ensemble, échanger** des infos, des façons de faire.
- Manque de moyens. Il faut des **budgets** qui collent aux besoins locaux et aux réalités de terrain. Certains problèmes ont été relevés : pas de Maison de jeunes à Woluwé-St-Pierre ; à St Gilles, pas assez d'animateurs.
- Demande des jeunes d'avoir une **visibilité** dans la commune, de pouvoir utiliser l'espace public. Exemple : communiquer sur une action, un événement qu'ils organisent, pouvoir l'organiser dans des locaux qui appartiennent à la commune.
- Une **responsabilité des jeunes**. Aux jeunes de se prendre en main, de s'investir dans un projet jusqu'au bout. Et, d'autre part, faisons confiance à ces jeunes, donnons leur la possibilité de le faire.
- **L'image des jeunes** reste problématique (discriminations, départs en Syrie). L'image que l'on peut avoir des jeunes et **l'image de soi**. Travailler pour que les jeunes aient une **meilleure image d'eux-mêmes** et s'attaquer aux **discriminations**. Ça ressortait déjà ce matin.
- Surtout **mettre en valeur les actions positives**. Idées très concrètes : créer une web télé, des capsules télévisées, des reportages dans lesquels on pourrait mettre en avant ce qui a été réalisé dans les quartiers, dans les communes. Volonté aussi des jeunes de laisser des **traces positives**. Les jeunes d'aujourd'hui pour les jeunes de demain qui ensuite reprendront la main et poursuivront ce qui a été fait.

Comment favoriser l'échange de bonnes pratiques en tant qu'animateur d'une structure de jeunes ?

Mutualisation des compétences au point de vue des animations, dans les maisons, les associations de jeunes et aussi sur la bonne pratique professionnelle.

Il y avait un seul jeune du Conseil de la jeunesse de Molenbeek et principalement des adultes de l'associatif.

Mettre ensemble les compétences rencontre plusieurs freins :

- Manque d'informations sur « **qui fait quoi** » dans l'association. Que ce soit intercommunal et à l'intérieur d'une commune, on ne sait pas toujours ce que fait le voisin, l'association voisine.
- Le **double-emploi** : parfois on touche, dans différentes associations, au même pré carré et on n'a pas toujours envie de mélanger les choses. « Touches pas à mes jeunes », il y a **concurrence**.
- Course aux subsides.
- Ego de certains coordinateurs. Ils n'ont pas envie de collaborer avec d'autres associations.
- Manque de temps, on est plus réactif que pro actif.

Mais il y a une volonté du terrain pour mutualiser ces compétences.

Des pistes pour y arriver :

- **Charte de collaboration** en mobilisant les compétences, en faisant l'économie d'échelle.
- Essayer d'avoir des **projets communs** qui permettent de travailler ensemble dans un même but.
- Une **plate-forme politique plus large**. A Atout Projet, il y a des échevins de la jeunesse -beaucoup étaient là ce matin et beaucoup sont encore là- mais pourquoi pas travailler aussi avec les échevins de la prévention, de l'emploi, de la cohésion sociale, essayer de mettre ensemble les différents services pour répondre de la manière la plus large possible aux besoins des jeunes.

Conclusion : La mutualisation est une prise de risques pour les associations qui en vaut la peine. Le but de tous ici, assez chouette, c'est de faire du jeune un adulte responsable.

Nous vivons dans une société multiculturelle. Nous sommes tous différents, mais sommes-nous tous égaux ? Comment grandir ensemble avec nos différences, en toute liberté ?

Multi-culturalité. Richesse de la multi-culturalité, ce qu'elle apporte de positif et de négatif.

Il y avait beaucoup de jeunes, dont des très jeunes de 12 ans, qui ont pu s'exprimer.

- Quand on part de l'individu, du jeune, il est ancré dans sa commune, sa famille, un groupe, dans une communauté et la multi-culturalité se passe au quotidien sans souci. C'est une situation assez confortable en général mais **dès qu'on sort de ce premier cercle, il y a des barrières qui vont se dresser**, que ce soit avec l'école, le monde du travail, dès qu'on sort de sa commune.
- L'importance pour les associations d'avoir des **lieux de rencontres**, de convergences entre quartiers, entre différents cercles et que les jeunes puissent se rencontrer.
- La multi-culturalité que ce soit point de vue régional, national, international en général a une **image un peu négative**, a un **côté abstrait**. Par exemple : ceux qui vivent à Couvin ne se rendent pas toujours compte de la réalité bruxelloise, de la richesse de cette multi-culturalité. On peut parfois être déconnecté de cette réalité interculturelle. Il faut alors mettre en place les conditions pour favoriser les échanges, les bonnes pratiques et pour rendre la confiance en soi des jeunes. **Cette image négative joue sur cette confiance des jeunes.**

Comment régler cette problématique ?

Choses concrètes ressorties également :

- Coût du **logement** : si les logements étaient moins chers, à Uccle, à Woluwé-St-Pierre, ça permettrait d'avoir plus de mixité dans les quartiers.
- Idée venue d'un jeune : créer un site de **rencontres multi-culturelles**. On se retrouve tous à un endroit autour de tel sujet et discuter, se rencontrer.
- Le **rôle des médias** est pointé du doigt pour donner une image positive de la multi-culturalité.
En tant que journaliste, ça me questionne. A Télé-Bruxelles on essaie vraiment de le faire, d'aller dans les quartiers même si on doit rendre compte parfois de choses négatives. C'est important d'interpeller les médias car ils ont leur **responsabilité dans l'image qu'on peut donner de certains quartiers**.
- **Un cours à la citoyenneté** qui est à la une de l'actualité.
- L'organisation d'**actions plus transversales** permettraient une plus grande concertation du secteur et travailler **dans la durée** pour permettre à ces jeunes de quartiers différents de travailler et se rencontrer autour d'un but commun.
- Quand on parle multi-culturalité, on peut penser aussi à des **repas qu'on peut partager** ou chacun vient avec un plat de son pays. Les repas ça peut être ce qui divise, ce qui va parfois poser problème. D'où l'idée de pouvoir se retrouver autour d'un buffet où le rôti de porc et le poulet halal pourraient être sur la même table.

Internet et les réseaux sociaux ont modifié en quelques années notre vie. Pour quels bénéfices et avec quels risques ?

On sent que les jeunes sont connectés et que dans les autres ateliers il y a l'idée de créer un site, une page Facebook. Dans cet atelier, on s'est rendu compte qu'à peu près tout le monde était connecté sur les réseaux sociaux. Pas uniquement Facebook mais c'est celui qui ressortait le plus.

Il y avait 2 clans. Les adultes qui disent : il y a une absence de vie sociale, moins de contact réel, on est dans une réalité virtuelle, les jeunes sont toujours derrière leurs écrans en train de pianoter. Et puis les jeunes qui ont une toute autre vision : ça leur permet de se rencontrer, de se fixer des rendez-vous, de se rencontrer quand même dans la vie réelle.

- S'est posé la question des informations qui circulent via les réseaux sociaux. Ce sont des **informations pas toujours vérifiées**, pas toujours contrôlées et qu'on prend pour argent comptant.
- Les infos qu'on donne sur **sa vie privée**. Certains jeunes semblent être prudents mais est revenue l'idée de pouvoir les encadrer, leur donner les clés pour garder un espace privé, que tout ne se retrouve pas dans l'espace public. Les jeunes disent que FB s'est introduit dans la sphère privée.
- Autre danger: la **réaction dans l'immédiateté**. Parfois ça peut donner des soucis. Les jeunes disent que ça peut se passer dans la vie réelle aussi, les adultes n'étaient pas tout à fait d'accord avec ça.
- La législation : on peut porter plainte s'il y a des manquements ou des choses qui sont dites. **Même si c'est virtuel, ce n'est pas pour autant que les choses qu'on peut dire sur les réseaux sociaux ne sont pas réelles.**
- La façon dont on utilise les réseaux sociaux, **l'usage qu'on en fait, les conséquences** que ça peut avoir.
- D'une façon générale, **l'encadrement par les adultes**. Eduquer les adultes pour qu'ils puissent mieux encadrer les jeunes, que l'école et la société-même dans son ensemble puisse encadrer les jeunes face aux risques liés aux réseaux sociaux. Une demande : **des cours à l'école** sur les nouvelles technologies, ces nouveaux médias que finalement on découvre sur le tas, voir comment **mieux les appréhender**.
- L'influence des réseaux sociaux sur la personnalité sur **l'image de soi**. Certains plus prudes dans la vie vont se lâcher plus facilement, être plus extravertis, et là les jeunes ont exprimé le **désir d'être aimé, reconnu** via les réseaux sociaux.
- Parfois FB et les réseaux sociaux peuvent **aider pour la réussite scolaire**. Certains professeurs communiquent par les réseaux sociaux, vont donner des questions, des types de questions d'examen, des syllabus, des livres.
- L'importance d'**être connecté** aujourd'hui pour les jeunes.

J'ai résumé le mieux possible j'espère tout ce qui a pu ressortir de ces ateliers. En tout cas, je suis passée d'atelier en atelier, j'ai vu que les jeunes s'exprimaient, qu'ils étaient là, que la réflexion était posée, on dialoguait et je crois pouvoir dire qu'Atout Projet a réussi le défi qu'il s'était lancé aujourd'hui.

Clôture

|

|

V. Leclercq : Je donne la parole à Madame la Présidente du Parlement francophone bruxellois, Julie de Grootte, pour nous dire ce que vous avez retenu de la matinée.

J. de Grootte : Je souhaite la bienvenue à tous les jeunes et les moins jeunes qui nous ont rejoint. Je vois quelques collègues députés, ça fait vraiment plaisir.

Je voulais dire 3 choses :

1. Bernard Devos -ça m'interpelle vraiment- redit combien on peut avoir de **doutes sur la démocratie représentative**.

Je suis assise sur un trône de Présidente d'assemblée, députée, nos démocraties occidentales sont profondément en crise.

Nous sommes les représentants du peuple. D'abord, on n'est plus vraiment la première branche du pouvoir législatif, c'est le pouvoir exécutif qui exerce cette compétence car le monde est devenu tellement complexe.

Et sommes-nous encore les représentants du peuple ? Aujourd'hui les révolutions où qu'elles soient se font souvent à partir d'un blogueur (quelqu'un qui est connecté) et, malheureusement, pas nécessairement à partir de nos parlementaires.

C'est vraiment une réflexion profonde à se faire.

Combien **les jeunes se retrouvent peu dans notre démocratie représentative**.

Si **nous n'avons pas un projet collectif à leur donner**, alors on est en crise. C'est un message que je voulais dire. Avec l'aide de mes collègues, ça a été une obsession de se dire : demain on aura une réponse.

Je suis assez d'accord avec Bernard Devos quand il dit : « aujourd'hui on n'a pas encore de réponse à cette crise de la démocratie » mais en tous les cas, une des premières réponses est d'organiser des journées comme aujourd'hui, des **rencontres** comme ce qu'Atout Projet a fait.

L'hémicycle doit être envahi par l'associatif. Habituellement le public est bien loin derrière et nous sommes quelques-uns ici. C'est le **premier pas pour renouer avec la démocratie**.

2. Par rapport à ce qui a été dit ce matin sur l'école, « **l'école, lieu de souffrance** », on doit l'entendre.

Et par rapport à cette fameuse relégation, pour moi le problème aussi c'est **l'enseignement spécialisé**. Il y a 30% plus de bruxellois que de wallons dans l'enseignement spécialisé. 30% de bruxellois de plus qui auraient un léger retard par rapport aux wallons ? Pourquoi ? Des **troubles de comportements** sont diagnostiqués comme des **troubles d'apprentissage, ce n'est pas la même chose et c'est un vrai problème**. On retrouve parmi ceux-là souvent des jeunes garçons issus de l'immigration et qui n'ont pas de projet qui leur corresponde et qui correspond à un avenir qu'ils ont envie de construire.

Je pense qu'on doit se parler de façon à **décloisonner**. Il faut aussi que les acteurs de l'école viennent parler avec les acteurs de jeunesse qui connaissent ces jeunes-là et qui font souvent un meilleur diagnostic entre un trouble d'apprentissage et un trouble de comportement.

3. Enfin, une proposition concrète. Bernard Devos parlait de politiques de communauté. Pourquoi ne prendrait-on pas en compte notre identité bruxelloise ? On a comme modératrice une speakerine de Télé-Bruxelles, on s'est retrouvés avec des associations bruxelloises, on va entendre la Ministre Présidente Fadila Laanan, bruxelloise. Je pense qu'à l'intérieur de la communauté, on pourrait vraiment **avoir notre spécificité bruxelloise**. Je propose d'**étendre le mandat du Délégué général aux droits de l'enfant à la compétence bruxelloise**. Que nous ici, on vienne l'entendre, qu'on puisse avoir un échange.

Je voulais remercier Atout Projet d'avoir permis cette journée. On repart avec plein de choses, plein d'idées et on repart aussi avec un petit goût de trop peu et ça c'est très bien parce que du coup, **on va se revoir** et ça fait vraiment plaisir.

V. Leclercq : Merci beaucoup Julie de Grootte. Effectivement, un petit goût de trop peu.

Je vais tenter de résumer ce qui s'est dit et les propositions concrètes des ateliers auxquels vous avez participé.

Ça fait plaisir de voir les jeunes qui sont là et qui ont pris la parole. Au début, c'était pas facile et finalement, vous y êtes allés, vous avez osé et vous avez été parfois audacieux, vous vous êtes livré aussi.

**Intervention de
Madame Fadila Laanan,
Ministre-Présidente du Gouvernement francophone bruxellois**

Mesdames,
Messieurs,

Bonjour à toutes et à tous, jeunes et adultes, curieux ou experts, éducateurs de rue ou responsables d'associations jeunesse !

Je suis ravie d'être parmi vous aujourd'hui et pas seulement parce que je pense reconnaître de nombreux visages familiers.

Je suis ravie parce que je constate que Bruxelles est un véritable bouquet de cultures et une grande bibliothèque des savoirs, c'est un vivier pour la jeunesse.

Je pense qu'il est important que les jeunes puissent découvrir les choses, amasser de l'expérience, des idées, s'ouvrir l'esprit.

Je pense que pour aider les jeunes à avoir confiance dans l'avenir, il ne s'agit pas seulement de le prévoir mais aussi de le rendre possible.

D'ailleurs un des éléments que je retiendrais de cette journée est qu'il faut leur ouvrir les champs des possibles.

Je retiendrais aussi que notre bouillonnante jeunesse bruxelloise a ses spécificités, ses richesses et à ce titre, elle doit faire partie de nos priorités.

En effet, une des enseignements du jour est qu'il faut encore amplifier les actions efficaces et conjointes entre les politiques, les travailleurs sociaux et les jeunes citoyens.

L'objectif de cette journée, axée autour d'une conférence-débat et d'ateliers d'échanges était d'aboutir à des propositions concrètes. Je peux d'ores et déjà vous dire que vos propositions alimenteront certainement les travaux du gouvernement.

Je partage nombreuses de vos préoccupations et je déplore les inégalités qui font partie intégrante de notre société, qu'elles soient culturelles, économiques ou sociales.

Mon gouvernement fait d'ailleurs de la lutte contre celles-ci le sens de son action politique.

Dans le cadre de mes compétences de Ministre-Présidente du Gouvernement francophone bruxellois, cela se fait notamment via la Culture de proximité.

En effet, je pense que la Culture est un moteur d'innovation sociale, un vecteur d'échanges et de dialogues, un facteur d'émancipation du citoyen.

C'est d'autant plus vrai que Bruxelles bénéficie d'une effervescence culturelle riche et variée.

La Culture, du moins certains pan de celle-ci peuvent être de précieux outils dans la lutte contre la montée des extrémismes et du radicalisme, mais aussi contre toutes les formes d'incitation à la haine, que sont le racisme, l'antisémitisme, l'islamophobie, la misogynie ou encore l'homophobie. Ces discours sont d'ailleurs en total porte à faux avec les valeurs que nous défendons pour Bruxelles.

Pourtant, ils se diffusent très largement et bénéficient aujourd'hui, comme vous le souligniez d'un écho important, notamment grâce aux réseaux sociaux.

C'est d'ailleurs pour susciter le débat, la libération de la parole et la prise de conscience sur ces phénomènes de société, que nous prévoyons :

- un label d'utilité publique pour les pièces de théâtre méritant une diffusion amplifiée, notamment auprès de publics scolaires, sur base d'une sélection opérée par

un jury professionnel (Djihad, Un Homme Debout, etc.)

- la désignation d'Ambassadeurs culturels : artistes, membres de l'associatif, du monde académique, animateurs radio, Ceux-ci seront chargé d'organiser des débats et des échanges dynamiques dans les écoles et les quartiers. Des débats participatifs sur le thème de l'identité, de la religion, du radicalisme, du vivre ensemble et des valeurs démocratiques.

Outre la Culture, la promotion de l'égalité des chances constitue, elle aussi, le terreau de tous les espoirs.

Beaucoup de questions liées au mal-être d'une partie de la jeunesse, au radicalisme et à ses racines sont nourries par des controverses, mais pas par le débat.

La promotion de l'Égalité des Chances peut permettre une compréhension mutuelle. Une prise en compte des arguments des autres, à froid.

Mais surtout, des mesures concrètes et le soutien à toutes les actions visant à promouvoir le vivre ensemble doivent être soutenues.

Ces mesures doivent être mise en place dès le plus jeune âge. Car auprès de nos jeunes, de telles discussions permettront peut-être d'exprimer clairement les enjeux.

Il faut ouvrir le jeune, à l'acceptation de l'autre, découvrir la richesse des différences, permettre aux élèves de prendre conscience de l'existence des barrières que les différences dressent entre les hommes et aider les élèves à franchir ses barrières.

Je me réjouis donc qu'il existe en matière de culture notamment, des dispositifs de médiation permettant de remédier à la fracture culturelle.

J'aimerais ainsi vous livrer quelques éléments contextuels et vous rappeler que l'action culturelle de la Belgique francophone s'inscrit, de très longue date, dans une tradition de démocratie et de participation culturelle.

Cette tradition intègre une large dimension d'éducation permanente au bénéfice de populations socialement exclues ou défavorisées.

Or, nous avons effectivement assisté à une évolution importante du public cible.

En effet, dans les quartiers centraux, nous sommes aujourd'hui confrontés à des personnes qui sont pour la plupart d'origine étrangère, souffrant de stigmatisation, déscolarisées et sans emploi.

Parmi elles se retrouvent beaucoup de jeunes aux références culturelles hybrides. La réalité socio-économique de la population bruxelloise et sa dualisation représentent donc un défi tout à fait essentiel, qui nous oblige à repenser en profondeur nos politiques culturelles ou autres.

Il m'a semblé aussi qu'il est impératif de sensibiliser les jeunes élèves de primaire et de secondaire au vivre ensemble avec ses différences. Cela peut se concrétiser par la visite d'un pédagogue au sein d'écoles qualifiées parfois de «sensibles» afin d'aborder le sujet du racisme, de l'antisémitisme avec les élèves.

Des actions de ce type rencontrent déjà un franc succès et il faut les amplifier. Il faut permettre aux jeunes de rencontrer des personnes d'autres origines et convictions philosophique et débattre avec eux, dans le calme et la sérénité.

Par ailleurs, il me semble important d'accroître la lutte contre certaines formes de discrimination et à la mise en œuvre du principe d'égalité de traitement.

Cela doit passer par des actions concrètes. Ces actions devront avoir pour objectifs de promouvoir la lutte contre les discriminations et la promotion de l'égalité des chances, au

sein de la fonction publique, notamment, mais aussi dans tous les secteurs subsidiés. Outre la Culture, il faut travailler sur la notion de citoyenneté et les conditions du vivre ensemble, dans d'autres matières comme le Sport par exemple.

Il s'agit par ce biais aussi de défendre le projet de société qui nous est cher, et qui se base sur la tolérance, l'ouverture, le respect mutuel et la fraternité.

A cet effet, il faut impérativement donner un espace d'expression le plus large qui soit à tous ces jeunes, qui ont "l'air d'aller bien", mais qui sont en perte de repères, et qui ont perdu l'espoir de pouvoir un jour mener une vie digne.

En tant que pouvoirs publics, nous devons consacrer tous les moyens nécessaires à la mise en place de ces échanges et de ces espaces d'expression, qui sont essentiels à la lutte contre toutes les dérives extrémistes.

On ne peut pas nier que le problème de désenchantement de la jeunesse ou encore le problème de la radicalisation est lié à un problème socio-économique en premier lieu.

De nombreux jeunes viennent souvent de quartier avec un taux de chômage élevé et ne voient pas de perspectives d'avenir. Dès lors, les errements, la radicalisation sont un moyen pour eux de trouver un sens à leurs vie.

Face à cela, il faut impérativement donner plus les moyens aux acteurs de terrain, comme vous.

Mais aussi les associations de jeunes ainsi que les éducateurs qui sont en première ligne dans cette lutte et il faut les soutenir dans le travail formidable qu'ils font tous les jours.

Il faut accompagner les jeunes en désespérance et c'est pourquoi l'encadrement est primordial. Il faut aussi donner aux jeunes des endroits où ils peuvent se rencontrer et discuter de leurs différences et de ce qui les rapproche.

Avant de terminer, je souhaite remercier mon administration qui n'a de cesse de valoriser la politique de la jeunesse.

Je veux ici souligner le soutien fidèle que l'administration apporte à toutes les associations actives dans le secteur de la jeunesse.

De nombreuses associations et communes peuvent donc compter sur notre aide financière, ce qui leur assure une plus grande stabilité, même avec des petits moyens...

Bref, Mesdames, Messieurs, à travers cette journée, je pense que nous avons tous cerné l'utilité, l'urgence, d'amener les jeunes à la citoyenneté et d'amener la citoyenneté aux jeunes...

Nous devons nous unir, nous réunir autour d'un projet cohérent, autour de priorités nettes, d'actions fortes et d'une ambition renouvelée.

C'est l'objectif de cette journée et plus que tout, c'est l'ambition de mon Gouvernement.

Un Gouvernement qui portera fièrement les espoirs des jeunes bruxellois.

Un Gouvernement qui se battra, comme vous, de toutes ses forces pour que l'avenir puisse s'éveiller plus beau que le passé.

Je vous remercie,

V. Leclercq : Ce qu'on retiendra, c'est que vos propositions vont être prises en compte par le gouvernement et ça, c'est une très bonne chose.

(A l'assemblée) Je vous remercie de m'avoir permis d'être ici avec vous.

|

|

Remerciements
de **Fatiha El Ikdimi**,
Présidente d'Atout Projet

Merci à Valérie Leclercq qui a su guider avec justesse notre colloque.

Merci à tous pour votre présence et l'intérêt porté aux propos tenus.

Aux côtés d'un grand réservoir d'initiatives privées qui s'adressent à notre jeunesse, il est évident que les **ressources financières** investies par nos communes pour les politiques de la jeunesse sont insuffisantes. D'autres sources de financement sont nécessaires. Les instances régionales dont la Cocof subsidie des associations et projets. Nous-même, asbl Atout Projet, en bénéficions et c'est avec plaisir que je souligne que ce colloque n'aurait pas pu se réaliser sans le soutien financier de Madame la Ministre Présidente Fadila Laanan.

Vous avez entendu, Madame la Ministre Présidente, la multiplicité et parfois la complexité des situations auxquelles la jeunesse bruxelloise est confrontée. Il y a un **appel urgent pour que nous puissions éclaircir l'horizon de nos plus jeunes**. Ces conclusions, vous les avez tirées. Demain, il faudra les gérer et nous sommes confiants quant au soutien que vous nous apporterez pour permettre d'amplifier les actions sur le terrain.

J'en profite pour remercier les nombreux acteurs de terrain que j'ai eu l'occasion de rencontrer.

Je souhaite aussi remercier, pour leur participation à l'élaboration de ce colloque, mes collègues échevins, Maryse Nottebaere, coordinatrice générale, et son équipe, les collaborateurs de l'asbl.

Merci à Sébastien Deroubaix et à Marie-Magdeleine de Meeûs, qui nous a malheureusement quitté, d'Inforassociations pour leur participation dynamique à l'organisation de ce colloque.

Ma reconnaissance va aussi à tous les intervenants de qualité à cette tribune, ainsi qu'aux participants et animateurs des différents ateliers.

Merci à vous tous les jeunes venant d'horizons différents qui par votre présence avez donné corps à ce colloque.

Merci encore à Madame la Présidente du Parlement francophone bruxellois pour l'accueil reçu.

J. de Groote : Nous vous invitons au **verre de l'amitié** qui porte bien son nom pour se dire à bientôt.

Ce colloque donnera lieu à des recommandations.

A suivre...